

ROYAUME DU MAROC
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU A FES



APPEL D'OFFRES N° 33/2021/ABHS

**ETUDE D'EXPERTISE ET DIAGNOSTIC DU PHENOMENE D'ECLATEMENT
DU BETON DU BARRAGE GARDE DE SEBOU**

REGLEMENT DE CONSULTATION

Octobre 2021

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION	4
ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS	4
ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE.....	4
ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	4
ARTICLE 5 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	4
ARTICLE 6 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	5
ARTICLE 7 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CANDIDATS	5
ARTICLE 8 : VISITE DE LIEU	5
ARTICLE 9 : CONDITIONS REQUISES DES CANDIDATS	6
ARTICLE 10 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CANDIDATS	6
ARTICLE 11 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CANDIDATS	9
ARTICLE 12 : DEPOT DES PLIS DES CANDIDATS	10
ARTICLE 13 : RETRAIT DES PLIS.....	11
ARTICLE 14 : LES CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	11
ARTICLE 15 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	13
ARTICLE 16 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION.....	13
ARTICLE 17 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE :.....	14
ARTICLE 18 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE ETRANGE	14
ARTICLE 19 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES	14
ARTICLE 20 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES ET DES OFFRES.....	15

Marché passé par appel d'offres ouvert N° 33/2021/ABHS en séance publique Sur offres de prix en vertu de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du décret n°2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif Aux marchés publics.

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert ayant pour objet l'étude d'expertise du phénomène d'éclatement du béton du barrage Garde de Sebou.

ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique.

ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché objet du présent appel d'offres est l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou à Fès.

ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier d'appel d'offres doit comprendre :

- a. Copie de l'avis d'appel d'offres ;
- b. Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- c. Le modèle de l'acte d'engagement ;
- d. Le modèle du bordereau des prix et du détail estimatif
- e. Le modèle du cadre du sous détail des prix, le cas échéant ;
- f. Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- g. Le présent règlement de consultation.

ARTICLE 5 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 19 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013, elles seront communiquées à tous les candidats ayant retiré ledit dossier et publiées sur le portail des marchés de l'Etat.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date de la séance d'ouverture des plis, ce report doit intervenir par un avis modificatif dans les mêmes conditions prévues à l'article 19 du décret du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics et dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de la modification sans que la date de ladite séance ne soit antérieure à celle initialement prévue.

Les modifications visées ci-dessus interviennent dans les cas suivants :

- Lorsque le maître d'ouvrage décide d'introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres qui nécessitent un délai supplémentaire pour la préparation des offres ;
- Lorsqu'il s'agit de redresser des erreurs manifestes constatées dans l'avis publié ;
- Lorsque, après publication de l'avis, le maître d'ouvrage constate que le délai qui doit courir entre la date de la publication et la séance d'ouverture des plis n'est pas conforme au délai réglementaire.

ARTICLE 6 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des candidats dans le bureau indiqué dans l'avis d'appel d'offres dès son parution au portail des marchés de l'Etat ou au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des candidats.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés de l'Etat (www.marchespublics.gov.ma) et sur le site de l'Agence : www.abhsebou.ma.

ARTICLE 7 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CANDIDATS

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, est communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents ayant retiré le dossier d'appel d'offres ou ayant téléchargé de dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

Les éclaircissements ou renseignement fournie par le maitre d'ouvrage seront communiquées au demandeur et aux autres concurrents dans les 7 jours suivant la date de la réception de la demande d'information ou d'éclaircissement du concurrent. Toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, la réponse doit intervenir au plus tard 3 jours (trois jours) avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 8 : VISITE DE LIEU

Compte tenu des difficultés des prestations à réaliser dans le cadre du marché issu de cet appel d'offres et des difficultés des accès pour effectuer les essais de laboratoire des différentes zones du barrage Garde de Sebou. Il est prévu une visite de lieu au barrage précité (Province de Kenitra), conformément à l'article 23 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013, à la date fixée par l'avis d'appel d'offres.

La visite de lieu, qui sera organisée par le MO, a essentiellement pour but de permettre aux soumissionnaires de prendre connaissance des contraintes et sujétions particulières des prestations à réaliser, et ce, afin qu'ils puissent établir leurs offres en toute connaissance de cause.

Il sera dressé de procès-verbal de la visite de lieu qui mentionnera les participants et les demandes d'éclaircissements et les réponses données aux concurrents concernés.

Ce procès-verbal est publié dans le portail des marchés publics et communiqués séance tenante à l'ensemble des concurrents ainsi qu'aux membres de la commission d'appel d'offres.

ARTICLE 9 : CONDITIONS REQUISES DES CANDIDATS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics :

1. Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :
 - Justifient des capacités juridiques, techniques et financières nécessaire à la réalisation des travaux objet du présent appel d'offres.
 - sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes auprès du comptable chargé du recouvrement.
 - Sont affiliées à la CNSS ou à un régime particulier de prévoyance sociale et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaire auprès de cet organisme.
2. Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :
 - Les personnes qui sont en liquidation judiciaire.
 - Les personnes qui sont en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
 - Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret n° 2-12-349 précité.

ARTICLE 10 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CANDIDATS

Conformément aux dispositions de l'Article 25 du Décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) précité, les pièces à fournir par les concurrents sont :

10.1 Un dossier administratif comprenant :

10.1.1 Pour chaque candidat, au moment de la présentation des offres :

- a. La déclaration sur l'honneur comprenant les indications et les engagements précisés à l'article 26 du décret n° 2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics.
- b. Le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire tenant lieu, le cas échéant. En cas de groupement, le cautionnement provisoire sera constitué selon les modalités décrites au 5ème paragraphe du C de l'article 157 du décret N° 2-12-349 du 20 Mars 2013. .
- c. En cas de groupement, joindre au dossier administratif une copie légalisée de la convention de la constitution du groupement accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations le cas échéant, conformément à l'article 157 du décret N° 2-12-349 précité.

10.1.2 Pour le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics :

- a. La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du candidat. Ces pièces varient selon la forme juridique du candidat :
- S'il s'agit d'une personne physique, agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - l'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- b. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le candidat est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le candidat est imposé ;
- c. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le candidat est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le candidat est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- d. Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur.
- e. l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b), c) et d) ci-dessus délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les candidats non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administration du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

10.2 Un dossier technique comprenant :

a – Les candidats installés au Maroc

Les concurrents sont tenus de produire une copie certifiée conforme à l'originale du certificat de qualification et de classification des laboratoires de bâtiment et des travaux publics. A cet effet, il est exigé pour le présent appel d'offres ce qui suit :

Activité		Qualifications exigées		Catégorie
CQ	Contrôle de qualité	CQ11	Contrôle des travaux des grands barrages	2
&				
EL	Expertise de laboratoire	EL7	Expertise des barrages	1

b- Les candidats non installés au Maroc doivent produire un dossier technique comportant :

- Une note indiquant les moyens humains et techniques du candidat, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations similaires qu'il a exécutées ou à l'exécution des quels il a participé ;
- Le candidat doit avoir réalisé avec satisfaction au moins quatre projets de contrôle des travaux de même importance au cours des trois dernières années et devra présenter des attestations délivrées par les hommes de l'art ou par les maîtres d'ouvrages ; chaque attestation précise notamment la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire ;

10.3 Une offre technique comprenant :

Equipe du Projet à mettre en œuvre pour la réalisation de la prestation

- L'expérience spécifique et le profil du personnel par rapport à la nature des Prestations (travail en équipe, sens de l'organisation, sens de planification, sens de contrôle, esprit d'analyse, communication orale et écrite, sens de la décision, sens de l'innovation,...)
- La composition de l'équipe ou des équipes proposées ainsi que les tâches qui seront confiées à chacun de ses membres,
- Les CV, conformes au modèle ci-joint, signés et légalisés par les membres de l'équipe qui seront affectés par le soumissionnaire à la réalisation des prestations objet de l'appel d'offres,
- Des copies certifiées conformes aux originaux des diplômes de l'ingénieur chef du projet et des techniciens ou équivalents chargés des relevés des échantillons ainsi que la réalisation des essais in-situ,
- L'ingénieur en génie civil, en bâtiment ou en domaine associé de construction doit disposer d'une ancienneté et d'une large expérience supérieure ou égale à 10 (Dix) ans, de préférence dans le domaine de contrôle des travaux des grands ou des petits barrages ou bien dans le domaine d'expertise des barrages.

- Le technicien en génie civil, en bâtiment ou en domaine associé de construction doit disposer d'une ancienneté et d'une expérience supérieure ou égale à 3 (trois) ans, de préférence dans la pratique des essais de laboratoire relevant de l'activité de l'expertise technique.

En cas d'absence du diplôme exigé par le présent règlement d'un des membres de l'équipe proposée par le candidat, ce dernier sera évincé.

10.4 Pièces complémentaires (Dossier additif) :

- Le présent règlement de consultation signé à la dernière page et paraphé sur toutes les pages.
- Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) signé à la dernière page avec la mention manuscrite « lu et accepté » et paraphé sur toutes les pages ;

Dans le cas d'un groupement, pour l'ensemble des membres : Le dossier de l'appel d'offres paraphé à chaque page et signé en dernière page avec la mention manuscrite « LU et ACCEPTE » soit par les représentants qualifiés de chacune des entreprises constituant le groupement, soit par le mandataire s'il justifie son habilitation par procuration légalisée. Les signatures doivent porter l'empreinte du cachet officiel de la société.

NB : Toute offre ne présentant pas les documents stipulés ci-avant sera automatiquement évincée.

10.5 Offre financière :

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- L'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix et détail estimatif ;

Par ailleurs et en ce qui concerne la présentation de ces pièces, il convient de respecter les exigences ci-après :

- Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.
- Les prix unitaires du Bordereau des prix, du détail estimatif et ceux du Bordereau des prix globaux et de la décomposition du montant global doivent être libellés en chiffres.
- En cas de discordance entre les prix unitaires du Bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du Bordereau des prix prévalent.
- En cas de discordance entre les montants totaux du Bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total de la décomposition du montant global prévaut.
- Les montants totaux du Bordereau des prix-détail estimatif, du Bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global doivent être libellés en chiffres.
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du Bordereau des prix-détail ou Bordereau des prix-global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 11 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CANDIDATS

11.1 Contenu des dossiers :

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret 2-12-349 précité, les dossiers présentés par les candidats doivent comporter, outre le cahier des prescriptions spéciales paraphés et signés :

- Le dossier administratif précité (Cf. article 10-1 ci-dessus) ;
- Le dossier technique précité (Cf. article 10-2 ci-dessus) ;
- Le dossier additif précité (Cf. article 10-4 ci-dessus) ;
- L'offre financière précitée (Cf. article 10-5 ci-dessus).

11.2 Présentation des dossiers des concurrents :

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2.12.349 précité :

1. le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :
 - le nom et l'adresse du concurrent ;
 - l'objet du marché et, éventuellement, l'indication du ou des lots en cas de marché alloti ;
 - la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
 - l'avertissement que "le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis".
2. Ce pli contient trois enveloppes comprenant:
 - a. **La première enveloppe**: contient outre le CPS signé et paraphé, le dossier administratif, le dossier technique et le dossier additif, le cas échéant. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « dossiers administratif et technique ».
 - b. **La deuxième enveloppe**: contient l'offre financière du soumissionnaire. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « offre financière ».
 - c. **La troisième enveloppe** : contient l'offre technique version papier et numérique (sur CD) du soumissionnaire. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « offre technique ».
3. Les trois enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :
 - le nom et l'adresse du concurrent ;
 - l'objet du marché ;
 - la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 12 : DEPOT DES PLIS DES CANDIDATS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité, les plis sont au choix des candidats, soit :

- déposés contre récépissé dans le bureau du maître d'ouvrage
- envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;

- remis séance tenante au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance , et avant l'ouverture des plis.
- déposé par voie électronique via le portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma).

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés dans leur ordre d'arrivée sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis resteront cachetés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n° 2-12-349 précité.

ARTICLE 13 : RETRAIT DES PLIS

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour l'ouverture des plis et ce conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° 2-12-349 précité. Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite, et signée par le candidat ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure du retrait sont enregistrées dans le registre spécial tenu à cet effet.

Ces candidats peuvent présenter de nouveaux plis dans les mêmes conditions telles que fixées à l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité.

ARTICLE 14 : LES CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE

14.1 Critères d'admissibilité

Le jugement des offres sera effectué par une commission désignée à cet effet et se déroulera comme suit :

A la séance d'ouverture des plis, seront ouverts en premier lieu les dossiers administratif et technique.

La commission apprécie, selon les critères arrêtés dans le présent règlement, les capacités juridiques et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratif et technique de chaque concurrent.

14.2 Critères d'attribution du marché

Une sous-commission sera désignée pour analyser en détail les offres techniques des concurrents retenus. Cette sous-commission communiquera les résultats de cette analyse lors d'une autre séance d'ouverture des plis. La date et le lieu de cette séance doivent être communiqués à temps à tous les concurrents.

Ne sont prises en compte dans cette phase que les offres ayant été retenues à l'issue de l'examen des dossiers administratifs et techniques. Pendant cette phase, il sera procédé à la comparaison et classement technique des offres. Un système de notation sera appliqué à chaque concurrent et apprécié à partir du critère suivant :

Qualité de l'équipe proposée par le soumissionnaire : (NT sur 100 points)

Ce critère concerne la composition et la qualité de l'équipe proposée par le soumissionnaire (Formation et expérience de chacun des membres de l'équipe) :

Critères de Notation	Système de notation		Documents servant de base pour la notation
a- Ingénieur chef du projet : (NT1 sur 70 Points)			
Diplôme : Ingénieur en génie civil, en bâtiment ou en domaine associé de construction	Diplôme Conforme	20 points	Diplôme
	Absence de Diplôme ou non conforme (*)	Ecarté	
Expérience	Années d'expérience dans le domaine de contrôle des travaux des grands ou des petits barrages ou bien dans le domaine d'expertise des barrages	5 point par année d'expérience plafonné à 50 points	Curriculum Vitae Signé et légalisé par l'intéressé et validé par le soumissionnaire (Voir annexe)

b- Technicien chargé des essais : (NT2 sur 30 Points)			
Diplôme : Technicien ou équivalent en génie civil, en bâtiment ou en domaine associé de construction	Diplôme conforme	12 points	Diplôme
	Absence de Diplôme ou non conforme (*)	Ecarté	
Expérience	Années d'expérience dans le domaine de contrôle des travaux des grands ou des petits barrages ou bien dans le domaine d'expertise des barrages	6 point par année d'expérience plafonné à 18 points	Curriculum Vitae signé et légalisé par l'intéressé et validé par le soumissionnaire (Voir annexes)

14.3 Note Technique Globale (NT) :

La note technique globale NT est le cumul des notes des deux membres de l'équipe ci - dessus

La note technique Globale est : $NT = NT1 + NT2$

14.4 Evaluation des offres financières

Conformément aux dispositions des articles 40, 41 et 154 du décret n° 2.12.349 précité, l'examen des offres financières concerne les seuls concurrents retenus à l'issue de l'évaluation de leurs offres techniques prévue à l'article 14 ci-dessus.

La commission écarte les concurrents dont les offres financières :

- Ne sont pas conformes à l'objet du marché ;
- Ne sont pas signées ;
- Expriment des restrictions ou des réserves ;
- Présentent des différences dans les libellés des prix, l'unité de compte ou les quantités par rapport aux données prévues dans le descriptif technique, dans le bordereau des prix et le détail estimatif.

Les offres financières des concurrents sont évaluées et une note financière (NF) sera attribuée à chaque offre en fonction de la formule ci-après :

$$\text{La note NF} = \frac{\text{Offre financière la moins disante}}{\text{Offre financière proposée par le concurrent}} \times 100$$

La note **technico-financière** (NTF) de chaque concurrent sera calculée en faisant la somme de la note technique (NT) et la note financière (NF) pondérées respectivement par les coefficients de 40 % pour l'offre financière et de 60 % pour l'offre technique.

Note technico-financière (NTF) = 60 % x Note technique (NT) + 40 % x Note financière (NF)

Le soumissionnaire ayant obtenu la note technico-financière (NTF) la plus élevée sera déclaré attributaire du marché. Cette offre est considérée comme l'offre économiquement la plus avantageuse.

ARTICLE 15 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 33 du décret n° 2-12-349 précité, les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Si dans ce délai le choix de l'attributaire n'est pas arrêté, le maître d'ouvrage pourra demander aux soumissionnaires par lettre recommandée avec accusé de réception de prolonger la validité de leurs offres. Seuls les soumissionnaires qui auront donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage resteront engagés pendant le nouveau délai.

ARTICLE 16 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

L'approbation des marchés doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis ou de la date de la signature du marché par l'attributaire lorsqu'il est négocié. Dans le cas où le délai de validité des offres est prorogé conformément au deuxième alinéa de l'article 33 du décret 2.12.349, le délai d'approbation visé au premier alinéa ci-dessus est majoré d'autant de jours acceptés par l'attributaire du marché.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis du maître d'ouvrage. Dans ce cas, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Lorsque le maître d'ouvrage décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, il doit, avant l'expiration du délai visé à l'alinéa premier ci-dessus, lui proposer par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas trente (30) jours. L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le maître d'ouvrage.

En cas de refus de l'attributaire, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Le maître d'ouvrage établit un rapport, dûment signé par ses soins, relatant les raisons du non approbation dans le délai imparti. Ce rapport est joint au dossier du marché.

ARTICLE 17 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE :

Conformément aux dispositions de l'article 155 du décret n°2-12-349 précité, le pourcentage de préférence à appliquer en faveur de l'entreprise nationale est de 15 %.

En cas des groupements comprenant des entreprises nationales et étrangères soumissionnant au présent appel d'offres, le pourcentage visé ci-dessus est appliqué à la part des entreprises étrangères dans le montant de l'offre du groupement. Dans ce cas, les groupements concernés doivent fournir, dans le pli contenant l'offre financière visé à l'article 27 du décret n°2-12-349 précité et rappelé à l'article 10 du présent règlement de consultation, le contrat de groupement qui doit préciser la part revenant à chaque membre du groupement.

ARTICLE 18 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE ETRANGE

Les offres des entreprises étrangères seront majorées d'un pourcentage de 15 %. En cas des groupements comprenant des entreprises nationales et étrangères soumissionnant au présent appel d'offres, la majoration visée ci-dessus appliquée sera équivalente à la part des entreprises étrangères dans le montant de l'offre du groupement.

ARTICLE 19 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 18 paragraphe 3 du décret n° 2-12-349 précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les soumissionnaires.

Lorsque le candidat n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère convertible. Dans ce cas, pour être évalués et comparés, les prix des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis donné par Bank Al-Maghreb.

ARTICLE 20 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES ET DES OFFRES

Les pièces des offres présentées par les candidats doivent être établies en langue arabe ou française.

MAITRE D'OUVRAGE

Le Directeur de l'Agence du Bassin
Hydraulique de Sebou par Intérim

Signé : SAHILI El Mostafa

Le soumissionnaire

Cachet et signature du soumissionnaire

Précédé de la mention manuscrite

"Lu et accepté"

ANNEXE

MODELE DE CURRICULUM VITAE (CV) DU PERSONNEL SPECIALISE PROPOSE PAR LE SOUMISSIONNAIRE

Poste : _____
Nom de la société : _____
Nom de l'employé : _____
Profession : _____
Date de naissance : _____
Nombre d'années d'emploi par la société/l'organisme : _____ Nationalité : _____
Affiliation à des associations/groupements professionnels : _____
Attributions spécifiques : _____

Principales Qualifications :

[En une demi-page, donner un aperçu des aspects de la formation et de l'expérience de l'employé les plus utiles à ses attributions dans le cadre de la mission. Indiquer *le niveau des responsabilités* exercées par lui/elle lors de missions antérieures, en en précisant la date et le lieu.]

Formation :

[En un quart de page, résumer les études universitaires et autres études spécialisées de l'employé, en indiquant les noms et adresses des écoles ou universités fréquentées, avec les dates de fréquentation, ainsi que les diplômes obtenus.]

Expérience professionnelle :

[En trois-quarts de page, dresser la liste des emplois exercés par l'employé depuis la fin de ses études par ordre chronologique inverse, en commençant par son poste actuel. Pour chacun, indiquer les dates, nom de l'employeur, titre du poste occupé et lieux de travail. Pour les dix dernières années, préciser en outre le type d'activité exercée et, le cas échéant, le nom de clients susceptibles de fournir des références.]

Langues :

[Indiquer, pour chacune, le niveau de connaissance : médiocre/moyen/ bon/excellent, en ce qui concerne la langue lue/écrite/ parlée]

Attestation :

Je, soussigné, certifie, en toute conscience, que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte de ma situation, de mes qualifications et de mon expérience.

Date : _____
[Signature légalisée de l'employé et du représentant habilité du soumissionnaire]
Jour/mois/année

Nom de l'employé _____
Nom du représentant du
Soumissionnaire : _____
« Model à respecter »